

Ecrit par le 18 mai 2026

Dominique Santoni : « Ce que je veux, c'est changer la vie des Vauclusiens »



Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse a accordé une interview à l'Echo du mardi pour la sortie de la 7^e édition de notre hors-série annuel '[Le Vaucluse en chiffres 2023](#)'. L'occasion pour la première femme à la tête de l'institution départementale d'évoquer le lancement du plan santé où le Département sort de ses compétences habituelles pour répondre aux besoins quotidiens des Vauclusiens. Une volonté qui s'étend à d'autres domaines comme l'attractivité économique, le soutien aux projets d'aménagement des communes, l'audiovisuel, la sécurité... Autant de thèmes que Dominique Santoni entend prendre à bras le corps.

Ecrit par le 18 mai 2026

■ Pourquoi le Département a-t-il lancé son plan santé alors que ce domaine n'est pas de sa compétence ?

« La santé est l'une des principales préoccupations des Vauclusiens, c'est pour cela que j'ai résolument choisi de sortir des sentiers battus pour apporter des solutions concrètes à nos concitoyens qui ne trouvent plus de médecins. Alors oui, la santé ce n'est peut-être pas l'une des compétences du département mais je crois qu'il faut que l'on soit pragmatiques car ce que je veux c'est changer la vie des Vauclusiens. Le plan santé : c'était aussi l'un de nos engagements de campagne que nous allons respecter dès 2023 avec le recrutement de 8 médecins. »

■ Comment s'articule ce plan ?

« Dans un premier temps, nous avons travaillé sur les zones touchées par la désertification médicale et les priorités de l'ARS (Agence régionale de santé). Aujourd'hui, ce sont donc 4 territoires qui vont être concernés par la phase 1 de ce plan santé : Valréas, Cadenet, Apt et Avignon-Intramuros. »

■ Avignon touché par la désertification médicale, cela peut paraître surprenant ?

« C'est vrai qu'Avignon, nous ne l'avions pas forcément identifiée au début. Puis on s'est aperçus en travaillant avec le président de l'Ordre des médecins de Vaucluse qu'il y avait une véritable carence dans la cité des papes et plus particulièrement dans l'intra-muros, notamment en raison de problèmes de déplacement et les difficultés de stationnement. Il y a aussi toute une population, notamment de gens âgés, qui ne trouvait plus de médecin. Très bientôt, deux généralistes seront donc installés au sein de l'ancien espace du département et des pays de Vaucluse qui se situe en haut de la place de l'horloge, à côté de l'ancienne Banque de France. Ce lieu a l'avantage d'être visible, central et équipé en accès pour les PMR (Personnes à mobilité réduite). À termes, il y a également la place pour accueillir un troisième médecin sur ce site en cœur de ville. »

« Le local, les réseaux informatiques, le cabinet équipé, l'assistante... On s'occupe de tout. »

■ Quel est le profil des médecins retenus ?

« Il y a des médecins préretraités qui auraient pu s'arrêter mais qui finalement se disent 'vous nous donnez la possibilité de continuer à exercer de manière partielle dans des conditions plus favorables'. Nous avons aussi des jeunes médecins qui viennent tenter cette aventure avec la possibilité d'ouvrir ensuite leur propre cabinet. Et puis on a des médecins qui viennent d'ailleurs, particulièrement du Nord de la France qui sont attirés par la qualité de vie. Dans tous les cas, ce qui leur plaît c'est de pouvoir se consacrer pleinement à leur patientèle. Pour cela, le Département les salarie, met à leur disposition le lieu dans lequel ils vont travailler - cela peut être un Espace de solidarité (Edes) comme à Apt début janvier 2023 ou à Valréas. Ce qu'il faut prendre en compte également c'est que les conditions de travail ont évolué et que les médecins qui vont s'installer sur le territoire veulent travailler comme ils l'entendent. Cela veut dire que, parfois, il y aura besoin de 2 médecins pour faire un poste comme cela va être le cas sur Avignon par exemple avec deux mi-temps. Il y en a qui feront des gardes et d'autres qui n'en feront pas. Il y en a qui feront des visites à domicile et d'autres non. Si l'un veut partir en vacances,

Ecrit par le 18 mai 2026

un autre peut le remplacer. Ils auront une totale liberté et quand on les rencontre c'est ce qui les séduit. Ce qui est intéressant aussi pour eux, c'est que l'on va mettre en place un vrai réseau de santé. C'est-à-dire qu'ils ne vont pas travailler seuls et que, par exemple, il va y avoir une mise en réseau internet leur permettant d'échanger leurs données et de communiquer. Le local, les réseaux informatiques, le cabinet équipé, l'assistante... On s'occupe de tout. Pas besoin non plus de faire de l'encaissement car nous avons un accord avec la Caf. J'insiste, ils ne font que de la médecine et c'est ça qui leur plaît. »

■ **Ce plan santé répond-il à une demande des maires de Vaucluse ?**

« Il y avait de leur part une réelle inquiétude qu'ils faisaient remonter régulièrement. Et comme il n'y a pas de mal à s'inspirer de ce qui fonctionne bien dans les autres territoires, nous avons vu le département de Saône-et-Loire où le Conseil départemental assume et conforte son rôle de garant de l'équité territoriale en contribuant activement à rétablir l'égal accès de tous les citoyens aux soins de proximité. Nous sommes le 1er département de la Région Sud à mettre en place un tel dispositif. »

■ **Est-ce que le fait d'avoir été maire auparavant, maire d'Apt en l'occurrence, une commune touchée par ces difficultés d'accès aux soins, vous a sensibilisée davantage à ces problématiques ?**

« Certainement, car lorsque l'on débute avec ce mandat de maire, il y a ce côté 'pied dans la terre', proximité, on rencontre plein de gens. Encore faut-il aimer les gens et avoir de l'empathie. Mais c'est vrai que c'est un atout de bien connaître les territoires et les maires sont souvent les mieux placés pour cela. Au-delà de ça, cela fait aussi parti de mon ADN : changer la vie des gens. Les Vauclusiens attendent des solutions. Ma satisfaction en tant que politique c'est quand on m'arrête dans la rue pour me dire que 'c'est bien ce que vous avez fait'. »

■ **Quelles sont les limites que vous vous êtes fixées avec ce plan santé et qu'elles sont les étapes à attendre à l'avenir ?**

« Il y a 3 étapes. La première c'est la mise en place de ces 8 généralistes début 2023. Mais nous allons continuer avec l'arrivée de nouveaux médecins dans le courant de l'année afin de mieux quadriller le territoire. À titre comparatif, la Saône-et-Loire compte maintenant plus d'une centaine de médecins. Ensuite, nous envisageons de faire aussi appel à des spécialistes, qui nous ont déjà sollicités d'ailleurs, comme des dentistes notamment. Parallèlement nous souhaitons créer un bus itinérant dans les territoires où il n'y a pas assez de population pour avoir un docteur comme dans le secteur de Sault. Ce bus avec un véritable médecin traitant offrira un vrai suivi. Enfin il y a aussi le développement de la télé médecine. »

« Les médecins ne veulent plus œuvrer comme hier, il faut s'adapter. »

■ **Justement en ce qui concerne la télé médecine, le Vaucluse a été choisi par la Région comme département pilote pour ce type de suivi en matière de santé, notamment dans le domaine du télé diagnostic ophtalmologique ?**

Ecrit par le 18 mai 2026

« Pour cela nous travaillons effectivement avec la Région Sud qui nous a apporté un soutien financier important. Alors, même si on sent une certaine réticence concernant le déploiement du télédiagnostic et de la télémédecine, à un moment il faut accepter que le monde change. Les médecins ne veulent plus œuvrer comme hier, il faut s'adapter. Aujourd'hui, il y en a moins et ils veulent travailler différemment. Donc, si on veut être soignés il faut aller vers de nouvelles technologies. Toutefois, la télémédecine ce n'est pas pour tout non plus et cela ne remplacera pas le médecin. Mais dans les domaines de la vision et de la dermatologie par exemple on sait que la télémédecine fonctionne bien. »

■ **D'un point de vue plus 'technique' cette possibilité de développement de la télémédecine a été rendue possible par le déploiement du THD (Très haut débit) par le Département ?**

« Si on a été choisis par la Région c'est effectivement parce que nous avons été des précurseurs sur le très haut débit en Provence- Alpes-Côte d'Azur. C'est aussi parce que nous avons su être innovants. »

■ **Outre la santé, y a-t-il d'autres outils collectifs que vous souhaitez mettre en place comme Vaucluse ingénierie par exemple ?**

« Il y a effectivement plusieurs projets que nous voulons mettre en place au fur et à mesure dans le courant de la mandature. Vaucluse ingénierie est l'un de ceux que nous allons lancer le plus rapidement. Il s'agit d'un nouvel outil destiné aux maires pour identifier les besoins des communes dans le cadre de leur dossier d'aménagement, d'identifier les leviers et les contraintes de leur projet, de travailler sur l'étude de faisabilité, de trouver un AMO (Assistance à maîtrise d'ouvrage)... L'idée c'est d'accompagner les maires dans leur projet alors que l'on s'aperçoit que tout est compliqué pour faire quoi que ce soit. Surtout pour les petites communes. En effet, nous nous sommes rendu compte que certaines d'entre elles ne consomment pas les crédits qui leur sont alloués alors qu'elles ont parfois du mal à boucler leur budget car elles n'arrivent pas à monter les dossiers. »

■ **Concrètement cela se passera comment pour les communes vauclusiennes faisant appel à cette structure ?**

« Les maires devront se tourner vers l'équipe de 4 personnes dirigée par Caroline Leuret dont le rôle sera de faire le relais avec les services du département. Dans ce cadre, Vaucluse ingénierie accompagnera ainsi leurs démarches techniques et financières auprès des 23 différents partenaires du département comme le CAUE, la SPL Territoire 84, VPA, l'Aurav, EPF-Paca, les parcs naturels régionaux du Ventoux et du Luberon, le Sdis... »

« Le principe c'est d'accompagner ces communes en proposant un service qu'elles n'auraient pas les moyens de se payer. »

« L'autre avantage, c'est que nous aurons connaissance du projet dès le départ. Cela nous permettra d'aller chercher des financements croisés notamment auprès de la Région ou bien de l'Europe. Le principe c'est d'accompagner ces communes en proposant un service qu'elles n'auraient pas les moyens de se payer. Cette mutualisation du conseil mis à disposition des maires c'était une vraie attente de leur

Ecrit par le 18 mai 2026

part. Et pour le Département, quand les maires réalisent des projets, l'ensemble des Vauclusiens s'en rend compte. C'est donc notre intérêt d'aller aider les communes. »

■ Vous travaillez également à l'élaboration d'un plan cinéma ?

« Il est nécessaire de sortir ce département d'un certain marasme et de constater qu'il y a des écosystèmes qui marcheraient mieux ici qu'ailleurs en étant parfaitement adaptés à notre territoire. L'audiovisuel en fait partie car nous avons tout ce qu'il faut pour pouvoir développer cette forme d'économie sachant que nous avons déjà la base : on a des écoles d'art, l'université, de nombreux studios d'animation... Nous avons la possibilité de former des gens qui s'engageront dans cette industrie, de créer des métiers intéressants qui correspondent à l'air du temps. Cela veut dire aussi que les professionnels de l'audiovisuel ou du cinéma qui viendront ici pour tourner n'auront pas besoin de venir avec leur équipe car il y aura déjà des techniciens sur place, des studios. »

« Dans cette optique, nous voulons renforcer le rôle de la commission du film avec des studios sur Avignon, le Ventoux et le Luberon. Nous souhaitons aussi faire un état des lieux pour savoir ce que nous avons sur le territoire en termes de formations, de studios, de tournages, de vidéastes, de techniciens, d'acteurs... pour savoir ce qui nous manque et par quoi on commence dès 2023. Le Département va également participer financièrement au plan cinéma de la région. Et grâce à VPA qui travaille à l'implantation de nouveaux acteurs sur notre territoire qui en est déjà bien pourvu, nous allons être un des tout premiers départements en matière de studio d'animation. »

« Nous avons souhaité fédérer les entreprises et les personnalités qui veulent porter les couleurs du Vaucluse. »

■ Cette année 2022 a aussi été marquée par le lancement de la 'Team Vaucluse' ?

« Oui, nous avons effectivement souhaité fédérer les entreprises et les personnalités qui veulent porter les couleurs du Vaucluse, le faire rayonner en France comme à l'international, afin de susciter des implantations d'entreprises et l'installation de talents sur le territoire. C'est l'ambition de la toute nouvelle 'Team Vaucluse' et cette mise en réseau des décideurs qui vont désormais avancer sur des thématiques de réflexion et de travail courant 2023. »

■ La fusion entre Vallis habitat et Grand delta habitat a constitué un autre dossier important de cette année écoulée ?

« J'ai été interpellé par de nombreux maires de Vaucluse sur les grandes difficultés qu'aurait Vallis habitat à remplir tous ses engagements en matière de logement dans les années à venir que ce soit en termes de réhabilitation d'un parc vieillissant, de construction dans les zones carencées ou de réponse à la nouvelle réglementation thermique d'isolation des logements. Nous avons donc choisi de fusionner notre bailleur départemental avec Grand delta habitat, une coopérative vauclusienne qui depuis des années a fait ses preuves dans la gestion du logement social. C'est le choix de l'efficacité et de la modernisation de notre logement social car nous voulons apporter une réponse rapide aux attentes des locataires. »

Écrit par le 18 mai 2026

« Grand delta habitat s'est ainsi formellement engagé dans le cadre de cette fusion à réhabiliter 4 000 logements en 5 ans sur tout le territoire du Vaucluse. C'est considérable ! Cette rénovation est notre priorité car c'est celle des maires comme celle des locataires. Dans le même temps, cette dynamique va également s'accompagner de la construction de logements neufs à travers un engagement de 500 logements neufs par an dans le Vaucluse. »

■ **Votre leitmotiv c'est donc d'agir tout azimut pour le Département ?**

« Je pense tout le temps au Département, même la nuit. Il faut aller parfois là où l'on ne nous attend pas mais où je sais qu'il y a un véritable besoin. C'est très important de faire. Les gens attendent des solutions. Ils ont envie d'entendre des choses qui vont leur faire du bien. Bien sûr qu'il y a des choses qui vont mal mais il y a aussi des choses qui vont bien. Dans cette optique, le rôle des politiques c'est de dire où l'on va. Et l'administration dit comment on y va. C'est un travail commun mais il faut effectivement qu'il y ait quelqu'un qui trace un cap. Et je ne cesse de le dire, le mandat de président du Département est un mandat local. Alors au final, il y a ce que l'on veut être et ce que l'on veut faire. Moi j'ai choisi de faire : au département mais aussi avec les maires de Vaucluse. »

Propos recueillis par Laurent Garcia

Département et préfecture : des vœux inédits en Vaucluse

Ecrit par le 18 mai 2026



Pour cette nouvelle année, le Conseil général de Vaucluse et la préfecture avaient décidé de mutualiser leurs vœux par soucis d'économie notamment. Une volonté affichée de montrer également la dynamique commune qui peut aussi exister entre les services de l'Etat et les collectivités locales. Le tout avec le président de la Région Sud en invité surprise et un leitmotiv : l'amour, l'amour, toujours l'amour...

« C'est un plaisir décuplé de faire ces vœux avec le Conseil départemental », s'est réjouie Violaine Démaret, nouvelle préfète de Vaucluse à l'occasion des vœux communs du Département et des services de l'Etat qui viennent de se dérouler à la salle des fêtes de l'Isle-sur-la-Sorgue.

« Cependant, si c'est la première fois que cela se déroule ainsi en Vaucluse, ce n'est pas inédit dans la région où cela s'est déjà pratiqué dans d'autres départements », a tenu à rappeler [la représentante de l'Etat qui a pris officiellement ses fonctions en août dernier](#).

« Un année 2023 placée sous le sceau de coproduction. »

Ecrit par le 18 mai 2026

Violaine Démaret, préfète de Vaucluse

Sous les yeux de Christophe Mirmand, préfet de région, invité surprise, en compagnie de Renaud Muselier, président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, de cette cérémonie, Violaine Démaret a souhaité « que cette année 2023, à l'image de ces vœux, soit placée sous le sceau de la coproduction. »

Et devant les nombreuses difficultés liées à la conjoncture actuelle, la préfète de Vaucluse a exhorté « les élus et les responsables locaux à relever tous ces défis afin répondre à ces problématiques. »

« 'L'Etat répondra d'ailleurs présent également », a-t-elle tenue à insister en rappelant que ses services seraient particulièrement actif dans les domaines du renforcement de la sécurité, du déploiement des dispositifs d'aides, de l'aménagement du territoire tout en le préservant, du renforcement de la citoyenneté ainsi que dans la prise en compte de l'urgence climatique et environnementale. »



Violaine Démaret, préfète de Vaucluse (au centre), Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse (à gauche de la représentante de l'Etat sur la photo) et Renaud Muselier, président de la Région Sud (à droite).

Ecrit par le 18 mai 2026

Rationalisation des dépenses publiques

« Avec madame la préfète de Vaucluse, nous avons eu la volonté commune, d'organiser ensemble cette cérémonie de vœux, en cassant quelque peu les codes du monologue de début d'année, confirme Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse. Avec elle nous avons aussi voulu nous adresser à vous conjointement dans un souci partagé de rationalisation des dépenses publiques bien sûr, mais aussi parce que nous sommes toutes deux animées par le désir de travailler en collaboration et en complémentarité, Département et services de l'Etat, en Vaucluse. Comme nous le faisons pareillement avec la Région. Compte tenu des difficultés que nous traversons collectivement, compte tenu des crises qui se succèdent, il est essentiel que les pouvoirs publics additionnent leurs forces localement pour apporter des solutions à nos concitoyens. »

La présidente de l'institution départementale a ensuite égrené les projets majeurs à venir du Département :

« En 2023, jamais le Département de Vaucluse n'aura aussi autant investi, poursuit Dominique Santoni : 133M€ d'investissements au total pour lancer des chantiers de grande envergure comme Memento, le pôle des archives et du patrimoine en Vaucluse, la future Maison des Personnes Handicapées à Avignon, ou bien encore pour démarrer la déviation d'Orange, très attendue et depuis longtemps, ainsi que l'aménagement visant à désengorger le carrefour de Bompas. Cette année, 5,35M€ seront également consacrés aux infrastructures vélo. Cet effort permettra de finaliser les itinéraires de la Via Rhôna (par la réalisation de la liaison entre Sorgues et La Barthelasse) et de la Via Venaissia entre Orange et Velleron. »

Découvrez les vœux du Département en vidéo.

Miser sur un Vaucluse durable qui ne soit pas punitif

« Avec la crise concomitante du coût de l'énergie, un Vaucluse durable n'est plus une option, c'est une obligation, insiste par ailleurs la présidente. Incontestablement, 2022 aura été l'année d'une prise de conscience collective sur le réchauffement climatique et ses conséquences. Et notamment sur la raréfaction de notre ressource en eau. Chacun voit bien désormais qu'on ne peut plus faire comme avant ni comme si, il ne se passait rien. Notre action pour la transition écologique se déploiera donc dans tous les domaines, avec des mesures pragmatiques et incitatives. L'écologie ce n'est pour moi ni une idéologie punitive, ni une morale culpabilisatrice. C'est une somme de solutions pratiques et concrètes pour faire mieux en abimant moins. »

Equipement systématique de photovoltaïque sur les toitures des collèges et des bâtiments du département chaque fois que cela pourra ce faire, plantation de 50 000 arbres, développement d'un réseau d'aires labellisées de covoiturage (objectif : 35 aires et près de 500 places fin 2023), 4M€ par an pour la mise en œuvre de sa stratégie d'irrigation agricole (notamment le projet HPR coté Rhône et celui, au Sud, avec la Durance), mise en place du plan santé et déploiement de la télémédecine, fusion entre Vallis habitat et Grand Delta habitat afin de disposer d'un outil local performant de construction et de gestion du logement social, lancement d'une filière audiovisuel et cinéma, montée en puissance de Vaucluse Ingénierie, une plateforme opérationnelle qui recueille d'ores et déjà l'adhésion de nombreux maires...

C'est après ces nombreuses annonces et avec la chanson 'l'Amour, l'amour, l'amour' de Mouloudji en

Ecrit par le 18 mai 2026

fond sonore que Dominique Santoni a conclu qu'en ce « ce début d'année, je veux être confiante, optimiste et pleine d'espoir pour notre département. Je suis une élue locale, viscéralement attachée à la proximité et aux solutions concrètes de terrain. Loin de la politique partisane. »

Un des plus beaux départements de la Région Sud

Débordant d'amour lui aussi pour le Vaucluse, Renaud Muselier, président de la Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur s'est enthousiasmé en rappelant aux représentants des corps constitués que « vous vivez dans l'une des plus régions d'Europe et dans l'un des plus beaux départements de cette région ». Et d'enfoncer ensuite le clou en rappelant que le « Vaucluse est un département essentiel à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ».

L'occasion aussi pour le président de la Région Sud, participant surprise à cet événement, de préciser que durant son deuxième mandat la Région va déployer 2,3 milliards d'euros pour le Vaucluse (1,6 milliard d'euros de fonds régionaux et 700M€ de fonds européens).

Avec, par exemple, 21M€ pour les urgences d'Avignon et de Carpentras, 1,3M€ pour l'aide aux polices municipales et aux forces de l'ordre, 30M€ pour les aménagements hydraulique agricole Haute Provence Rhodanienne pour le Nord Vaucluse, 7,5M€ pour l'échangeur de Bonpas, 18M€ pour le passage à 100% de la couverture THD (Très haut débit), 1M€ pour l'aménagement de la zone d'activités Europarc à Bollène, 8 M€ pour le tramway du Grand Avignon ou bien encore 2,8M€ pour les pistes cyclables entre Jonquières et Orange.

« Dès notre premier mandat, la Région a engagé 1 milliard d'euros pour le Vaucluse : 690 M€ de fonds régionaux et 310 M€ de fonds européens, poursuit Renaud Muselier. Depuis, la Région a multiplié ses engagements en Vaucluse avec des dossiers emblématiques comme à Sorgues, 300 000€ pour la société CARI, pour une usine de production, à Apt, les aménagements touristiques du Plan d'Eau pour 700 000€, pour la Plaine d'Avignon, 2M€ pour la modernisation du canal hydraulique, à Carpentras, 2M€ pour l'aménagement de l'Hôtel-Dieu, à l'Isle-sur-la-Sorgue, 1,1M€ pour la réhabilitation de l'îlot Tour d'Argent, à Vaison-la-Romaine, la création d'un dojo pour 200 000€... Partout dans le département, 12 maisons de santé construites dont une à Sorgues. »

Dernière séance publique 2022 au Département de Vaucluse : une préfète invitée, un budget 2023 voté à la majorité

Ecrit par le 18 mai 2026



Avignon. Venue en voisine, [Violaine Démaret](#), préfète en poste depuis le 23 août, a remercié [Dominique Santoni](#), la présidente de l'exécutif départemental : « C'est la première fois que je pénètre dans ce lieu symbole de la République à l'architecture originale et je ne boude pas mon plaisir, après plus de 100 jours passés en Vaucluse. »

Une préfète invitée

Elle ajoute : « C'est une obligation et une tradition pour le (ou la) responsable de l'Etat de présenter le rapport des services. Je suis dans la continuité de mon prédécesseur que je salue. La feuille de route fixe 9 politiques prioritaires et 5 projets structurants spécifiques au Vaucluse. »

Ecrit par le 18 mai 2026



Violaine Démaret, préfète de Vaucluse (à gauche) et Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse. ©CD84

222M€ grâce au Plan de Relance France 2030

Et d'égrener les objectifs, à commencer par la mise en œuvre de mesures économiques du Plan de Relance France 2030 : « 222M€ en tout, dont 46,6M€ pour la transition écologique, 100,3M€ pour la compétitivité, 75,1M€ pour la cohésion sociale ». La Préfète précise que cela concerne la rénovation thermique des écoles, crèches, piscines, la modernisation des chaînes de production, la décarbonation des industries, le recyclage foncier des friches.

Côté emploi, il faut absolument développer l'apprentissage. Avec le slogan 'Un jeune, une solution' en un an, 6109 contrats d'apprentissage ont été signés (+70%) en Vaucluse, il faut continuer. Le logement aussi est l'une des priorités, notamment pour les plus démunis qui figurent depuis des décennies sur une liste d'attente d'ayant-droit. 342 familles ont pu être relogées cette année. Mais l'offre est toujours insuffisante, peut-être va-t-elle s'améliorer avec la fusion des 2 grands bailleurs sociaux de Vaucluse (Vallis Habitat et Grand Delta Habitat).

Autre axe envisagé : des ZFE (Zones à faible émission) pourront être instaurées, comme aux abords de [La](#)

Ecrit par le 18 mai 2026

[Rocade Charles de Gaulle à Avignon où des vignettes Crit'Air 1, 2 et 3 pourraient bientôt être nécessaires pour circuler.](#) Les services publics, patrimoine de ceux qui n'ont rien, pourraient être déployés au sein de l'offre 'France Services' dans chaque canton. Il existe déjà 24 espaces labellisés en Vaucluse, 100 000 demandes ont été traitées. Pour être encore plus efficaces, d'autres dispositifs, itinérants ceux-là, sont prévus dans les zones rurales et les quartiers, des bus qui sillonnent le territoire à la rencontre des habitants.

Redoubler d'effort en matière d'éducation mais aussi de sécurité

La préfète continue de détailler sa feuille de route : pour l'éducation, il faut accélérer les efforts, dédoubler les effectifs dans les REP (Réseaux d'éducation prioritaire), pas plus de 24 élèves par classe et aussi offrir une scolarisation inclusive aux enfants handicapés, à ce jour le but de 90 unités d'inclusion est quasiment atteint. Pour lutter contre les déserts médicaux, les structures de soins doivent être démultipliées. Il existe 24 maisons de santé, dans le cadre du Covid, 20 centres de vaccination et de dépistage ont été mis en œuvre.



Les conseillers départementaux attentifs à la parole de la représentante de l'Etat en Vaucluse ©CD84

Ecrit par le 18 mai 2026

Avant d'aborder les 5 projets structurants, Violaine Démaret a conclu la liste des politiques prioritaires par la lutte contre toutes les formes d'insécurité, en particulier contre les stupéfiants. « La présence des forces de l'ordre a été renforcée : +57% d'heures de présence sur le terrain pour les gendarmes, la hausse des saisies de cannabis et cocaïne a progressé de + 106%, la justice pénale condamne avec fermeté. »

Lutter contre la pauvreté et le logement insalubre

Pour structurer le territoire, la lutte contre la pauvreté arrive en tête des objectifs à atteindre dans le Vaucluse. « Peu importe qu'il soit classé 6^e, 7^e ou 8^e département le plus pauvre de France, je préférerais qu'on parle de son attractivité qui est un marqueur majeur. Améliorer la qualité de vie des habitants, c'est mettre en œuvre les projets de renouvellement urbain à Avignon, Cavaillon ou Orange où les habitants ont droit à un logement décent et pas un taudis dans lequel on les enferme depuis des décennies ».

Dernier chapitre d'intervention de la préfète de Vaucluse : les risques (naturels, industriels, chimiques) auquel est confronté le Vaucluse (feux, inondations, sécheresse, gel, grêle). Et l'aide aux agriculteurs, « secteur économique crucial » pour un montant de 730 000€ permettra de financer des équipements d'irrigation comme l'accompagnement du projet HPR (Hauts de Provence Rhodanienne) ou encore d'installer des filets anti-grêlons ou parasites sur les vergers.

Questions-réponses entre la préfète et les conseillers départementaux

Après ces 45 minutes d'explications sur le travail réalisé par les services de l'Etat pendant l'année écoulée, la Préfète a ensuite donné la parole aux élus pour une série de questions-réponses. C'est Yann Bompard, élu d'Orange qui a évoqué « Les travailleurs pauvres, ceux qui n'ont plus de reste à vivre, mais de reste à survivre au milieu du mois, ceux qui n'ont pas accès aux minima sociaux ». Violaine Démaret réplique que c'est un vrai sujet et qu'il faut identifier tous ceux qui ignorent à quoi ils ont droit. Hervé de Lépineau, élu départemental de Carpentras et député RN s'étonne que la LEO (Liaison Est-Ouest) ne figure pas parmi les grands projets prioritaires, « Je n'ai pas fait d'intervention exhaustive, l'échangeur de Bonpas non plus n'a pas été cité, mais il va de soi qu'il structure aussi notre réseau routier. »

Ecrit par le 18 mai 2026



En amont de la séance plénière, les élus du Département ainsi que la préfète de Vaucluse ont joué le jeu du pull de Noël devant le sapin du Conseil départemental.

Un budget 2023 voté à la majorité

Place ensuite à la séance plénière avec le gros morceau de la matinée : le Budget Primitif 2023 et en amont, une intervention liminaire de la présidente de l'exécutif pour un discours de 6 pages. « 2022 a été une année à bien des égards singulière avec l'explosion du coût des énergies, un été particulièrement chaud et pauvre en précipitations. Ce budget s'inscrit donc dans la continuité de nos actions (attractivité et solidarité) mais marque aussi un tournant vers la transition écologique et le développement d'énergies renouvelables ». Dominique Santoni poursuit : « Ce budget s'articule autour de 3 axes, avec 3 'A' majuscules : Agir et poursuivre l'investissement, Accélérer la transition écologique et Accompagner tous les Vauclusiens et surtout les plus fragiles d'entre eux. »

Ecrit par le 18 mai 2026



133M€ d'investissement

Pour ce faire, de l'argent est mis sur la table : 133M€ d'investissement, du jamais vu en Vaucluse, 20 bâtiments au moins seront équipés de panneaux photovoltaïques, 218 M€ consacrés l'action sociale, un budget record, une progression de 20M€ supplémentaires (+10%) par rapport à l'an dernier. En détails, cela donne par exemple : 7,5M€ pour le chantier 'Memento', futur pôle des patrimoines de Vaucluse (anciennes archives départementales) sur une facture totale de 29M€, déviation d'Orange (7,1M€ en 2023 sur 38), Maison départementale des personnes handicapées à Avignon (3M€ sur 14), réhabilitation du collège du Vignares à Vedène (2,5M€ sur 15).

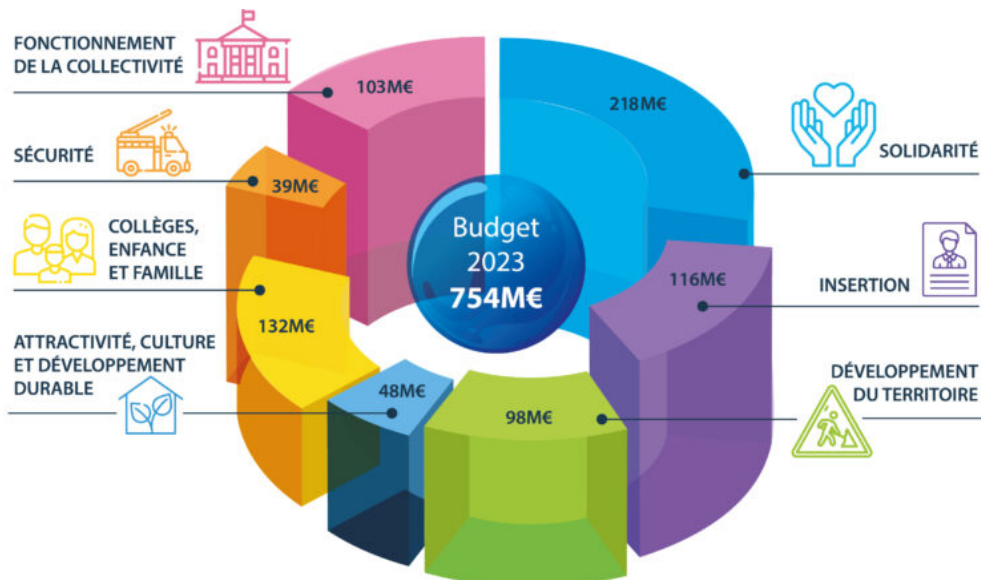
D'autres opérations vont se poursuivre : le centre routier d'Apt, la réhabilitation du collège Voltaire à Sorgues, la sécurisation de la départementale 72 entre Orange et Châteauneuf-du-Pape, la sécurisation du passage à niveau n°15 à l'Isle sur la Sorgue, la déviation de Pertuis.

Changement de braquet en matière d'environnement

Pour accélérer la transition écologique, le département va changer de braquet et accélérer son équipement en photovoltaïque pour produire 30% de la consommation globale, soit 3GigaWh. De même, on va passer du plan '20 000 arbres en Vaucluse' à 50 000. Comme nous sommes une 'Terre de vélo', les itinéraires de la Via Rhôna (Sorgues-La Barthelasse) et de la Via Venaissia (Orange-Velleron) seront

Ecrit par le 18 mai 2026

finalisés.



Les points essentiels du Budget primitif 2023 du Département de Vaucluse © direction des finances du Département de Vaucluse

Après les premiers Etats Généraux de l'Eau, début décembre, des groupes de travail se sont constitués pour une mise en œuvre de la stratégie d'irrigation agricole comme pour approvisionner le Plateau de Sault, pénalisé cet été par l'épisode de canicule.

Concernant le Pôle Solidarités envers les plus fragiles des Vauclusiens, un budget historiquement élevé est envisagé : 218,2M€ (+20M€ en 1 an), avec une revalorisation des salaires des agents de l'aide à domicile, l'ouverture d'un nouvel EHPAD à Avignon, un lieu de vie expérimental à Goult pour les personnes atteintes de troubles autistiques. Les 8 premiers médecins salariés par le département arriveront en 2023 pour éviter les déserts médicaux. A signaler la baisse du nombre de bénéficiaires du RSA (Revenu de solidarité active), - 1 700 en 1 an, grâce aux contrôles anti-fraude « Mais aussi parce que nombre d'entre eux ont retrouvé le chemin du travail » précise Dominique Santoni.

Ecrit par le 18 mai 2026



© direction des finances du Département de Vaucluse

Autre coup de pouce aux pompiers : +1,2% du budget du SDIS (36,6M€ en tout) pour faire face aux risques d'incendie générés par le réchauffement climatique avec la location d'un hélicoptère bombardier d'eau en été. Quant au personnel du département, ses dépenses passent de 132,4 à 139,2M€ (+6,8M€) après revalorisation du point d'indice et augmentation du Smic, donc de leur salaires.

Budget passé au crible

Ce budget 2023 sera ensuite passé au crible avec, au menu, 'power-point', camemberts et graphiques par l'élu en charge des finances, le sénateur LR Jean-Baptiste Blanc : « Un budget total de 753,5M€, équilibré, sincère, prudent dans un contexte incertain, avec une progression vertigineuse du coût des matières premières, une explosion exponentielle du coût de l'énergie et la persistance de l'inflation. »

L'élu de la Ligue du Sud Yann Bompard se félicite de la baisse du nombre d'allocataires du RSA, « Les contrôles antifraude contre le détournement de cette aide ne sont pas du luxe », ce à quoi Jean-François Lovisolo, député macroniste répondra « La gauche n'a jamais toléré la fraude, il faut arrêter de surfer sur les peurs ». De son côté Patrick Merle précisera à l'attention de ceux qui s'inquiètent de la possible invasion d'éoliennes en Vaucluse : « Grâce au Laboratoire scientifique souterrain à bas-bruit de Rustrel, sur l'ancien site de missiles du Plateau d'Albion, il est interdit d'en installer dans un rayon de 60km autour, donc une grande partie du Vaucluse sera épargnée ».

Finalement le budget sera adopté avec 19 voix pour, 9 abstentions et 6 contre sur les 34 conseillers départementaux.

(Pour : Dominique Santoni, Elisabeth Amoros, Suzane Bouchet, Pierre Gonzalez, Christelle Jablonsky-Castanier, Thierry Lagneau, Patrick Merle, Christian Mounier, Corinne Testud-Robert, Jean-Baptiste Banc, Marielle Fabre, Christine Lanthelme, Léa Louard, Jean-François Lovisolo, Max Raspail, Myrian Silem, Noëlle Trinquier, Bruno Valle, Anthony Zilio. Abstention : Samir Allel, Valérie Andrès, Yan Bompard, André Castelli, Annick Dubois, Laurence Lefèvre, Fabrice Martinez-Tocabens, Sophie Rigaut, Alexandre Roux. Contre: Florelle Bonnet, Danielle Brun, Hervé De Lépineau, Nicolas Humbert, Jean-claude Ober, Marie Thomas de Malleville)

Ecrit par le 18 mai 2026

Une amicale de 30 ans...

Une délibération, la 2022-580, page 385, va passer comme une lettre à la poste. Elle s'intitule 'Subvention à l'Amicale des membres et anciens membre du Conseil Général' (ex Conseil Départemental) de Vaucluse, existe depuis le 30 mars 1992 et stipule que le département verse un subvention annuelle de 280 000€. Cette cagnotte qui est légale « Renforce les liens d'amitié et de camaraderie » des anciens conseillers généraux (ex conseiller départementaux). Depuis 30 ans, tous les anciens élus vauclusiens, de gauche comme de droite, ex-maires d'Apt, Avignon Cavaillon ou Pertuis, anciens députés de Carpentras, sénateurs, voire parlementaire toujours en fonction au Palais du Luxembourg ou apparenté RN au Parlement européen, touchent cette "allocation de solidarité" en plus de leurs émoluments ou de leurs retraites diverses et variées. Mis bout à bout depuis 30 ans, cela représente un joli magot. Dans le 5ème département le plus pauvre de France, ces fonds ne pourraient-ils pas être reversés à des associations caritatives dont l'enveloppe fond comme neige au soleil ou aux fragiles communes rurales de Vaucluse dont la facture énergétique va flamber en 2023...

Dominique Santoni, Présidente du Conseil Départemental, lance les 1ers Etats Généraux de l'Eau en Vaucluse

Ecrit par le 18 mai 2026



« Il y a urgence. Depuis Janvier, ne sont tombés que 200 millimètres d'eau de pluie et l'année 2022 est la plus chaude depuis qu'existent les relevés météo, avec cet été 75 nuits à plus de 25°, un record » explique Dominique Santoni pour ouvrir cette rencontre en présence de la Préfète Violaine Démaret, de la vice-présidente de la Région Sud, Bénédicte Martin, d'André Bernard, Président de la Chambre Régionale d'Agriculture, mais aussi de représentants d'intercommunalités, de villes, de syndicats d'eau potable et de rivières, de parcs naturels, de la Société du Canal de Provence, d'associations d'irrigants.

« Pour appuyer ce constat alarmant » a-t-elle ajouté, « Nous savons que cet été, une centaine de communes en France ont dû être approvisionnées en eau potable par des camions citernes. Chez nous, c'était le cas sur le Plateau de Sault. Nous devons donc jouer collectif pour poser un constat, travailler ensemble à fixer un calendrier et déterminer les pistes concrètes pour répondre à cette raréfaction de l'eau ».

Bénédicte Martin, qui représentait le président de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, Renaud Muselier, poursuit : « L'eau, c'est notre ADN, notre source de vie, au cœur de nombre d'activités humaines, l'agriculture, le tourisme. La guerre de l'eau de cet été a accéléré le phénomène, nous devons donc trouver des solutions pour aller plus loin, plus vite. Pour irriguer l'agriculture, la Région Sud mettait 5M€/an dans la balance en 2020, désormais elle en met 10M€. Nous devons nous adapter, avoir recours à

Ecrit par le 18 mai 2026

moins d'intrants, moins de phytosanitaire, planter des variétés nouvelles, moins gourmandes en arrosage et qui résistent au stress hydrique ».



Violaine Démaret, Préfète de Vaucluse avec Dominique Santoni, Présidente du Conseil départemental de Vaucluse et Bénédicte Martin, Vice-présidente du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur ©CD84

« D'ici 2050, Avignon pourrait subir le même climat que Naples et en 2100, on pourrait se croire en Tunisie, dans le désert »

A son tour, la préfète explique « En 2022, on a dit que la situation était exceptionnelle, mais elle pourrait devenir la norme, la règle. D'ici 2050, Avignon pourrait subir le même climat que Naples et en 2100, on pourrait se croire en Tunisie, dans le désert... » Violaine Démaret poursuit : « L'eau peut se décliner en plusieurs thèmes : l'eau potable pour boire, vivre ; l'irrigation pour l'agriculture pour que poussent les fruits et légumes ; les milieux naturels, lacs, plans d'eau ; les barrages et retenues comme Serre-Ponçon

Ecrit par le 18 mai 2026

pour l'hydro-électrique ; la sécurité comme l'eau qu'écopent les Canadair pour éteindre les incendies ; les citernes pour apporter aux habitants des communes victimes de sécheresse, l'eau à usage industriel. Mais elle n'est pas une variable d'ajustement, nous devons changer nos pratiques, économiser cette ressource devenue rare, prélever moins dans les nappes phréatiques et les rivières, trouver ensemble des solutions. Cela ne se fera pas en un jour, mais il n'y a pas une minute à perdre. Alors retrouvons-nous les manches ! »

Au cours de la conférence de presse qui a suivi, il a été question des « éco-gestes », comme prendre une douche plutôt qu'un bain, ré-utiliser les eaux usées, faire la chasse aux fuites dans les réseaux de canalisations, voir comment ne pas vider totalement l'eau des piscines municipales quand une analyse bactériologique est mauvaise. Certains se demandent même si c'est la fin des golfs, des hippodromes, des pelouses gazonnées. Violaine Démaret explique même qu'il existe « Encore à ce jour, en décembre, une interdiction d'utiliser l'eau du Lez, vu l'état de la nappe phréatique » alors que d'habitude on peut arroser son jardin en septembre.

Partir des solutions qui existent

Le Vaucluse se caractérise par un territoire structuré en 16 bassins versants et donc exposé aux risques d'inondations. Pour protéger les biens et les personnes des « Syndicats de rivières » sont là pour gérer les lits et les berges, préserver le milieu naturel, dégager les troncs, branches et embâcles qui empêchent l'eau de circuler, notamment sous les ponts (comme on l'a vu à Bédarrides, le 22 septembre 1992, lors des inondations historiques, il y a 30 ans).

Le département protège également les « zones humides » et leur biodiversité, comme l'Etang Salé de Courthézon, l'Arboretum de Beauregard, le Lac du Paty à Caromb ou Les Confines à Montoux. Ces marais, prairies, étangs qui représentent plus de 12 000 hectares et abritent castors, loutres, rainettes et libellules.

En partant de solutions qui existent déjà et d'autres qu'il nous faut imaginer, Le Vaucluse se positionne comme un département-pilote dans cette réflexion pour garantir un accès à l'eau pour tous. Et il participera, au printemps prochain, à Marseille, aux « 1ers Etats Généraux Régionaux de l'eau » qu'organisera Renaud Muselier avec le Préfet de Région, Christophe Mirmand et les différents partenaires concernés comme le Canal de Provence, EDF, le responsable du Barrage de Serre-Ponçon dans les Hautes-Alpes ou du Lac de Sainte-Croix sur le Verdon, entre le Var et les Alpes de Haute-Provence.

<https://youtu.be/f5AVlIrMeS0>

Ecrit par le 18 mai 2026

Le Vaucluse a un incroyable talent!



Le Vaucluse a un incroyable talent et veut le faire rayonner dans le monde entier. C'est au coeur de la magnifique et prestigieuse [Bibliothèque Inguimbertaine](#) (classée monument historique en 1862) à Carpentras que s'est déroulée mercredi 16 novembre la soirée "[le Vaucluse a du talent](#) « destinée à mettre en valeur les pépites, génies et savoir-faire des entreprises locales qui portent haut les couleurs du territoires à travers ses filières d'excellence.

C'est l'équipe de « [Vaucluse Provence Attractivité](#) » que dirige [Cathy Fermanian](#) qui a organisé ce moment de convivialité présenté avec talent et humour par [David Bérard](#). Avec d'abord le maire de Carpentras, [Serge Andrieu](#), ravi d'accueillir cette manifestation économique « *Tout le monde a mis le paquet pour promouvoir notre territoire et les entreprises qui le font vivre* ».

Ecrit par le 18 mai 2026



© Alain Hocquel / VPA

[Dominique Santoni](#), la Présidente du Conseil Départemental est une femme pragmatique qui veut du concret. « *Nous avons eu l'idée de créer ce club pour fédérer le privé et le public. 38 chefs d'entreprises nous ont déjà rejoints, mais notre « Team Vaucluse » ne demande qu'à se développer, quelles que soient leur taille et leur activité. Ce n'est qu'un début. Nous avons un vrai potentiel de ressources, de développement économique exogène, nous devons vendre le Vaucluse à l'extérieur. La pertinence de notre démarche c'est de montrer qu'il y a un intérêt réel à travailler ensemble, avec des hommes et des femmes dynamiques, des projets locaux et une volonté politique forte* ». Elle ajoute : « *L'idée c'est de partager nos forces, nos valeurs, de trouver des axes d'actions. Nous avons créé plusieurs groupes de travail sur des thèmes comme le recrutement, le foncier, la mobilité, la faisabilité, la saisonnalité et nous allons continuer. « Et vous, vous êtes nos meilleurs ambassadeurs »* conclura-t-elle à l'adresse du parterre de chefs d'entreprises.

Écrit par le 18 mai 2026



Dominique Santoni, Présidente du Conseil départemental de Vaucluse © Alain Hocquel / VPA

[Pierre Gonzalvez](#), président de « Provence Vaucluse Attractivité » poursuit : « *Le Sud ce n'est pas que le soleil, l'environnement paysager, la fête et le tourisme l'été. C'est toute l'année, donc nous avons un fort potentiel de développement, des besoins en main d'oeuvre qualifiée, en talents. Nous devons nous tourner vers des écoles performantes, pas seulement d'ingénieurs, tisser des réseaux avec des dirigeants renommés qui vivent en Vaucluse et qui ont une réelle expérience, un carnet d'adresses, trouver aussi un emploi pour le conjoint (ou la conjointe), valoriser les éco-systèmes d'excellence. L'identité de notre territoire ce sont des marques comme le Ventoux, la viticulture, les festivals et les sites remarquables.* »

Ecrit par le 18 mai 2026



Pierre Gonzalvez, Président de Vaucluse Provence Attractivité © Alain Hocquel / VPA

A la tribune, également [Violaine Démaret](#), la préfète de Vaucluse. « *Cela fait 100 jours ou presque (en fait 86) que je suis arrivée en Vaucluse, en descendant la Durance, des Hautes Alpes vers les Alpes de Haute-Provence, pour arriver à Avignon en août. Ici on mange bien, on boit bien, on a des paysages à couper le souffle et je suis d'accord avec Madame la Présidente Santoni : nous devons faire des choses concrètes, fédérer les entreprises, collectivités locales, associations, bonnes volontés et faire rayonner le Vaucluse. Je peux vous dire que quand je suis à Marseille ou à Paris je le fais, vous pouvez tous compter sur moi comme ambassadrice.* »

“Vous pouvez tous compter sur moi comme ambassadrice.”

Violaine Démaret, Préfète de Vaucluse

C'est au tour des représentants des groupes de travail de s'exprimer. A commencer par [Sébastien Quiminal](#), patron d'Enedis en Vaucluse qui s'occupe du secteur 'Talents - Attractivité' : » *Nous avons commencé par identifier nos besoins, poser un diagnostic, donner envie de venir chez nous, faire visiter nos entreprises pour montrer nos compétences, notre savoir-faire et attirer de nouveaux talents* ». Pour le groupe 'Eco-systèmes', c'est [Jean-Baptiste Vayson](#) (qui fait du whisky à base de petit épeautre au Barroux) et [Alain Etievant](#) (INRAE Avignon - Montfavet) qui évoquent la campagne : « *Ici nous avons des*

Ecrit par le 18 mai 2026

graines, des semences, des producteurs de fruits, de légumes, d'herbes aromatiques, des transformateurs, des entreprises d'agro-alimentaire, des centaines d'ingénieurs et de chercheurs en agronomie, une chambre d'agriculture, une université, des paysans, un pôle de compétitivité [Innov'Alliance](#), nous pouvons mutualiser nos laboratoires et aller bien plus loin« .



Plus de 200 décideurs locaux étaient réunis à l'Inguimbertaine © Alain Hocquel / VPA

[Frédéric Roels](#), directeur de l'opéra-théâtre du Grand Avignon, qu'on n'attendait pas forcément sur ce sujet, prendra la parole à son tour : « *Nous devons rendre cette terre attractive tout au long de l'année. Certes il y a « Les Hivernales de la danse » et « Fest'Hiver » en dehors de l'été. Les randonnées à pied et à vélo qu'on peut faire toute l'année. On pourrait aussi lier séminaires culturels et gastronomie, sports et œnologie!* »

“Nous devons rendre cette terre attractive tout au long de l'année.”

Frédéric Roels, directeur de l'opéra-théâtre du Grand Avignon

Cathy Fermanian qui se bat bec et ongles depuis des décennies pour faire avancer l'attractivité du Vaucluse, insiste : « *Nous allons chercher des entrepreneurs partout, lors de salons en France et à l'étranger, nous prospectons, nous convainquons, nous accompagnons environ 300 projets d'installations par an. Nous jouons sur la séduction et la beauté qu'exercent nos paysages pour accroître notre visibilité. Parmi les secteurs en pleine expansion, les jeux video et l'économie créative qui connaissent une croissance à deux chiffres en France. Nous devons attirer de nouveaux studios d'animation chez nous* ».

Ecrit par le 18 mai 2026



Nina Granucci, Co-fondatrice et Présidente de Green Spot Technologies © Alain Hocquel / VPA

Autre temps fort de la Soirée « Le Vaucluse a du talent », un gros plan sur quelques entreprises qui ont choisi notre département. ‘*Selt Biotech France*’, une entreprise qui utilise des algues pour gélifier et épaissir les chocolats, pâtisseries et sauces. ‘*Green Spot Technologies*’, une start-up qui s’est installée sur le Marché-Gare de Carpentras pour lutter contre le gaspillage alimentaire en recyclant la nourriture grâce à la fermentation, avec à sa tête une jeune néo-zélandaise, [Nina Granucci](#). Ensuite, ‘*Semaxone*’, une société qui analyse ce qui se passe dans le cerveau d’un pilote avec un capteur et qui passe au crible sa voix pour avoir une idée de son stress ou de sa fatigue. Elle s’est implantée au coeur de la technopole “*Pégase*”, à côté de l’aéroport. Enfin ‘*Circus*’, un studio d’animation audio-visuelle en 3D, de création d’effets spéciaux qui va emménager à Avignon.

“Nous accompagnons environ 300 projets d’installations par an.”

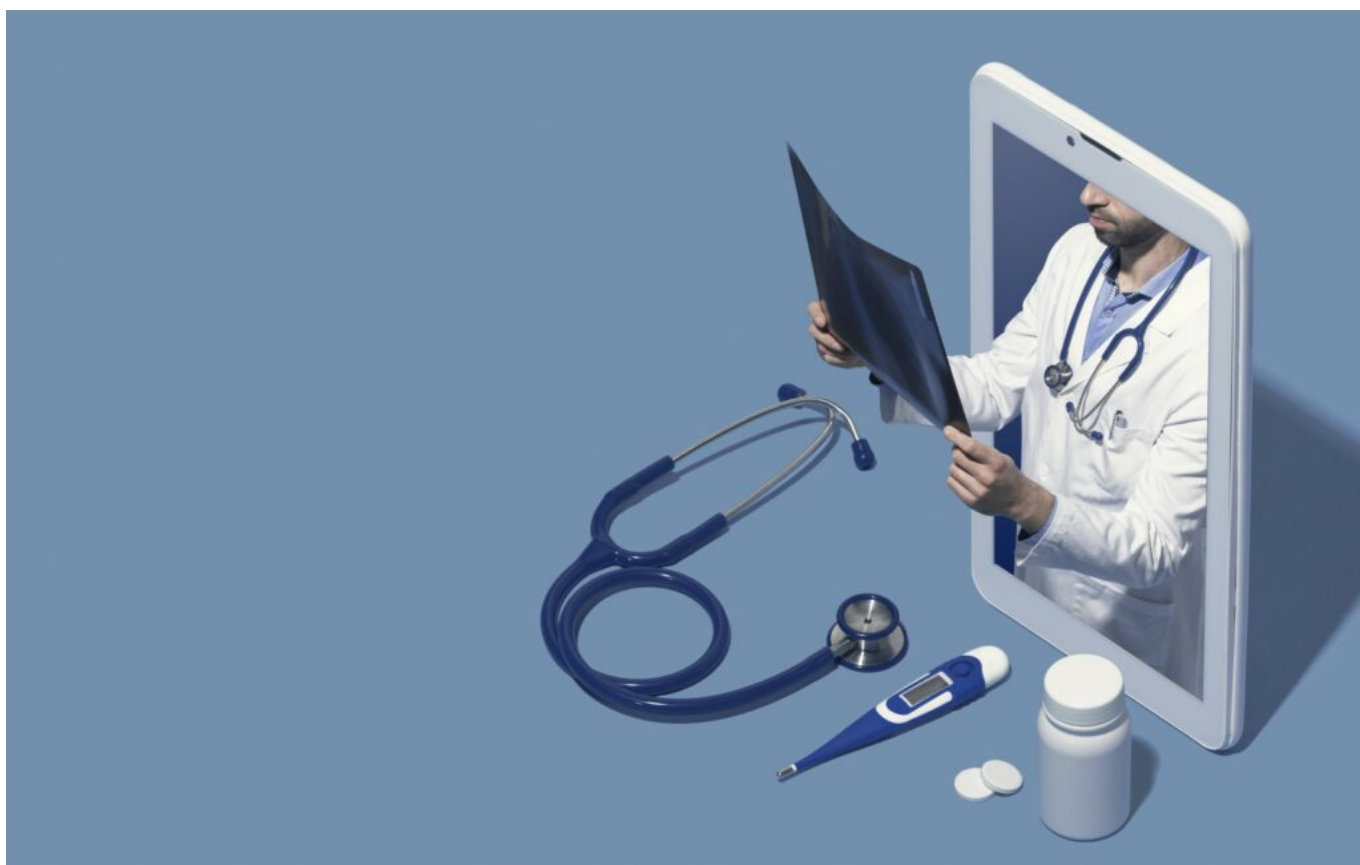
Cathy Fermanian, directrice de Vaucluse Provence Attractivité

Dominique Santoni aura le mot de la fin, avant de laisser les invités monter au 1er étage pour un cocktail dînatoire avec une sélection des meilleures cuvées d’AOC Ventoux de [La Bastide du Laval](#), des truffes de chez [Plantin](#) et des douceurs de [la Chocolaterie Castelain](#). “*Toutes ces belles choses m’ont galvanisée et donnée une envie farouche de continuer.*”

Ecrit par le 18 mai 2026

Spot "Le Vaucluse à du Talent"

Le Vaucluse capitale régionale de la télémédecine



Dominique Santoni, présidente du Département de Vaucluse, et Renaud Muselier, président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, viennent d'annoncer leur souhait de faire du Vaucluse le département pilote de la région en matière de télémédecine. Une volonté qui, pour débiter, va se traduire par un projet de déploiement de télédiagnostic ophtalmologique en partenariat avec la structure Atlas vision et le centre hospitalier du Pays d'Apt. Un partenariat inédit entre le privé et le public qui constitue l'acte I du plan santé du département de Vaucluse.

« Département le plus avancé en termes de connexion Très haut débit (THD) avec 79% du territoire

Ecrit par le 18 mai 2026

couvert, je souhaite faire du Vaucluse la capitale régionale de la télémédecine, explique Renaud Muselier, président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Mais pour cela, nous devons bâtir aujourd'hui les fondations de ce projet exceptionnel : nous lancerons l'appel à projets 'Télésanté' le 3 novembre prochain, avec un budget de 450 000€ à la clef, et des co-financements Etat-Région-Département. Nous allons aussi chercher 13M€ de fonds européens pour la télémédecine, et le Vaucluse y sera éligible. Enfin, nous soutiendrons le déploiement du projet de télémédecine Atlas vision dans le Centre hospitalier d'Apt, en accord avec les professionnels de santé. »

Ce projet vise à équiper le [centre hospitalier du Pays d'Apt](#) avec les équipements nécessaires (près de 200 000€, dont 135 912€ financés par la Région et 63 137€ par le Département) pour réaliser des diagnostics ophtalmologiques en partenariat avec [le pôle Atlas vision](#) déjà présent à l'Isle-sur-la-Sorgue et à Carpentras. Cette structure regroupe 8 médecins spécialistes de la pathologie et de la chirurgie de l'œil accompagnés d'une équipe paramédicale dédiée (optométristes, orthoptistes, secrétaires médicales, coordinateur de santé...).



Renaud Muselier, président de la Région Sud, Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse, et les représentants du Centre hospitalier du Pays d'Apt et d'Atlas vision.

Dans le territoire du Pays d'Apt où l'on compte la plus grande part des plus de 60 ans l'offre ophtalmologique est largement insuffisante avec des délais de prise en charge excessif. La mise en place de cette télémédecine va donc permettre d'optimiser l'établissement des diagnostics via le centre hospitalier d'Apt. Plus besoin de se déplacer sur Cavillon, Carpentras ou l'Isle-sur-la-Sorgue. Un trajet qui pouvait pousser certains patients à refuser les soins.

Quand la médecine des champs s'inspire de la médecine des champs de bataille

Ecrit par le 18 mai 2026

Désormais, d'ici juin 2023 (le temps d'équiper les futurs locaux de téléconsultation), des orthoptistes recevront les patients à Apt pour les examens et les diagnostics seront établis à distance par les spécialistes d'Atlas vision. Ainsi à l'image de la médecine de guerre, des personnels de santé formés spécialement réaliseront les examens alors que le diagnostic sera établi par des spécialistes, loin de la ligne de front. Au final, l'objectif est de ne plus de perte de temps en trajet inutile.

Autre avantage, ce dispositif va aussi permettre de filtrer les pathologies et prioriser les urgences. En effet, l'établissement d'un diagnostic par un spécialiste pour des lunettes permet surtout de contrôler l'état de santé des patients en décelant de nombreuses pathologies comme le glaucome, la rétinopathie diabétique, la DMLA, les pathologies cornéenne ou bien encore les infections ou les inflammations de l'œil.

« Ce dispositif va permettre à la population rurale d'avoir accès aux soins spécialisés, précise [Danielle Frégosi, directrice du centre hospitalier du Pays d'Apt](#). Il s'agit d'un véritable changement de l'accès aux soins en temps réels. »

« Il est important de réaliser des dépistages précoces pour réduire les pathologies comme par exemple le glaucome », insiste [le docteur Marie Boulze, ophtalmologiste chez Atlas vision](#).

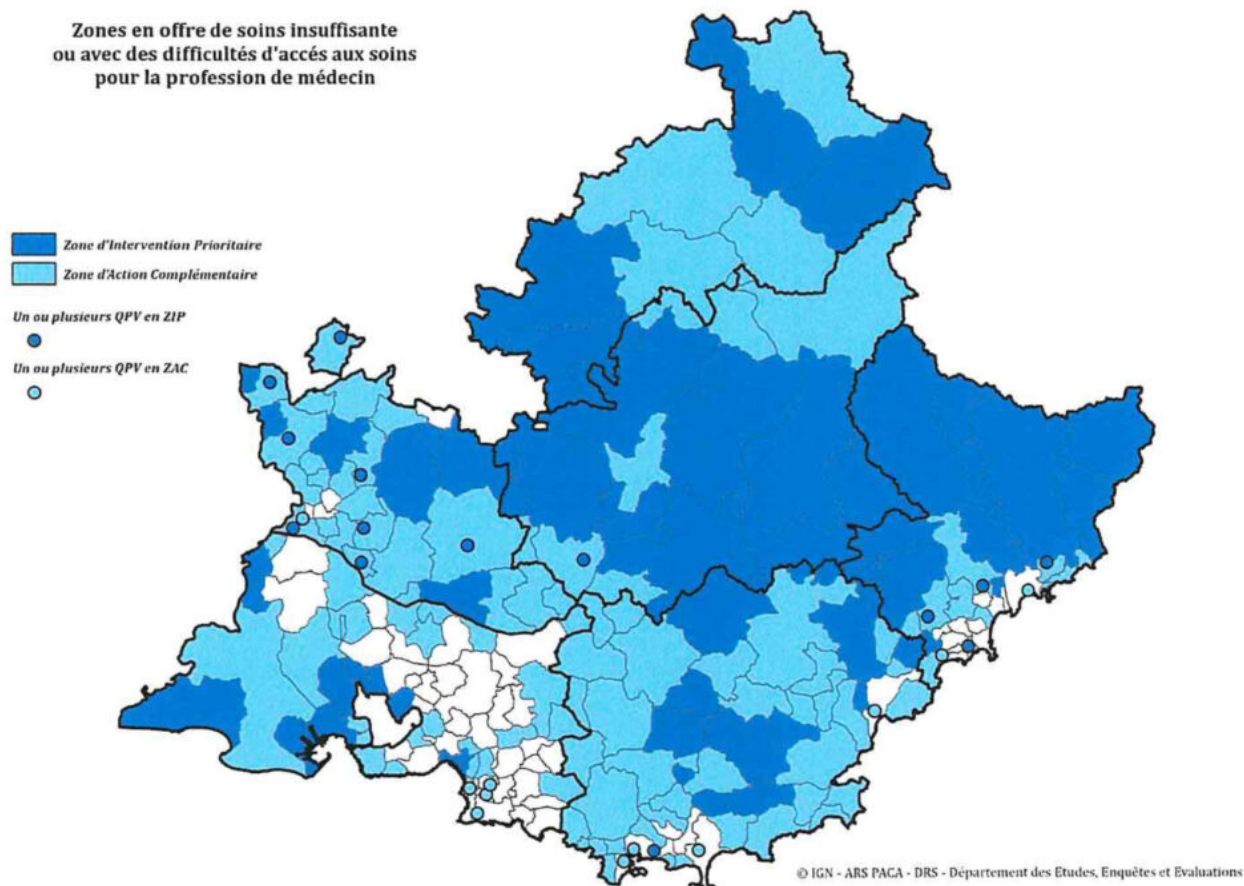
« Un oasis au milieu d'un désert médical. »

Docteur Grira

« Ce dispositif sera une porte d'entrée importante vers l'ophtalmologie, complète [le docteur Grira, ophtalmologue au sein d'Atlas vision](#). Il constituera un oasis au milieu d'un désert médical. »

« La première brique de cette 'capitale régionale' de la télémédecine est posée », conclut Renaud Muselier et le président de la Région Sud de poursuivre : « je veux renouveler ici mon engagement : dans le courant de la mandature, un centre régional de 'Télémédecine Sud' sera installé dans le Vaucluse, pour cartographier, analyser, apporter du soutien technique et opérationnel à tous les projets de la Région. »

Ecrit par le 18 mai 2026



Le Vaucluse affiche la densité de médecins généralistes la plus faible de la région Sud.

Un plan santé pour faire face à la désertification médicale

Avec cet acte I de son plan santé, le Département entend ainsi faire face à une désertification locale de l'offre de santé. En effet, près des trois quarts des 151 communes vauclusiennes sont désormais classés en Zone d'intervention prioritaire (5% des communes) ou en Zone d'action complémentaire (66%) par l'Agence Régionale de Santé (ARS) à la fois dans les zones rurales et dans certains quartiers urbains.

Le Vaucluse affiche la densité de médecins généralistes la plus faible de la région Sud (85,6 médecins libéraux pour 100 000 habitants). En 2020, 479 médecins libéraux étaient en exercice en Vaucluse, soit 11% de moins que 5 ans auparavant.

Dans le même temps, les médecins spécialistes libéraux sont inégalement répartis dans le département : ils sont essentiellement concentrés dans les grandes villes et dans la vallée du Rhône.

« Compléter l'offre médicale existante, pas la concurrencer. »

Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental

Ecrit par le 18 mai 2026

Par ailleurs, parmi les médecins en exercice, plus de la moitié (58%) est âgée de 55 ans ou plus, laissant présager de nombreux départs à la retraite dans les années à venir (plus de 30% des ophtalmologistes du département ont plus de 60 ans).

« La loi 3DS permet aux Départements d'intervenir davantage dans le champ sanitaire, et c'est une véritable avancée, rappelle Dominique Santoni, la présidente du Conseil départemental. Par exemple, cette loi donne une base légale qui permet aux Départements d'assurer le recrutement du personnel de santé. Et avec la crise sanitaire, il y a nécessité de renforcer notre offre de soins. C'est un véritable choix politique. »

Les maires se sont déjà employés à réduire ses inégalités d'accès à la santé grâce à la création de 20 Maisons de Santé Pluridisciplinaires (MSP) labellisées en Vaucluse, mais cela n'est pas suffisant.

« C'est pour cela que nous avons élaboré un plan santé inédit et concret pour le Vaucluse, insiste la présidente du Département. Mais notre idée, ce n'est pas de concurrencer l'offre médicale existante mais de la compléter et d'apporter de nouvelles solutions. »

Retrouvez l'interview du président de la Région Sud et de la présidente du Département de Vaucluse filmé par les services du Conseil départemental.

Faire du 'cousu main'

Parmi ces solutions, le Département a bouclé le recrutement de 8 médecins généralistes. Ces derniers seront installés soit dans les Espaces Départementaux des Solidarité, soit dans des locaux mis à disposition par les communes. Quatre villes ont déjà été identifiées pour les accueillir : Valréas, Cadenet, Avignon et Apt. Cette mesure coûtera à la collectivité entre 800 000€ et 1M€ qui seront compensés par les aides et les financements de l'Assurance maladie.

« Notre plan départemental constitue une première étape, poursuit Dominique Santoni. Il a pour ambition de faire du 'cousu main' et de s'adapter aux besoins des communes. Là où il n'y a plus de médecins, nous pouvons intervenir avec notre recrutement. Là où l'offre de soins mérite d'être renforcée, nous pourrions soutenir et accompagner. Le tout, sans oublier le développement de nouvelles formes de médecine comme la télémédecine. »

Dans ce cadre, le Département souhaite notamment accélérer le déploiement de la télémédecine dans les EHPAD car de plus en plus de résidents ont des difficultés à trouver un médecin traitant et une consultation de spécialistes. Pour cela, le Conseil départemental veut former et déployer des référents télémédecine dans ces établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

Chariots de téléconsultation et 'bus santé' itinérant

Le Département envisage aussi de développer des chariots de téléconsultation (chacun équipé d'un stéthoscope et otoscope connectés). Ils permettront de réaliser une consultation à distance, pour des examens élémentaires, avec un médecin tout en étant accompagné près de soi par un professionnel de santé (pharmacien ou infirmière).

Enfin, vu le succès des vaccinobus lors de la crise sanitaire du Covid le Conseil départemental 'planche' sur la mise en place d'un bus itinérant pour aller partout sur le territoire.

Ecrit par le 18 mai 2026



Après le succès des vaccinobus, le Département souhaite mettre en place des bus santé itinérant destiné à répondre aux besoins de téléconsultations sur tout le territoire de Vaucluse.

« La santé mobile se développe de plus en plus dans notre pays et permet d'aller vers les Français les plus éloignés de la santé, constate Dominique Santoni. Le Département veut donc mettre en place un bus itinérant avec une équipe médicale qui irait dans les secteurs les moins bien lotis de notre territoire et qui s'adresserait à des populations qui ne peuvent pas ou plus se déplacer. »

Avignon : 3ème édition de « Med'Agri », le plus grand salon professionnel de

Ecrit par le 18 mai 2026

L'agriculture méditerranéenne à Agroparc



Après deux années de salon en visioconférence, retour au présentiel au parc des expositions de Châteaublanc. Avec un invité de marque : [Bruno Bonnell](#), secrétaire général pour l'investissement (SGPI), chargé de déployer le dispositif « France 2030 » et venu rencontrer en Vaucluse les acteurs agricoles de l'innovation.

En présence de la préfète, [Violaine Démaret](#), de la présidente du Conseil Départemental, [Dominique Santoni](#), du président de la Région Sud, [Renaud Muselier](#), du président de la chambre régionale d'agriculture, [André Bernard](#), de la présidente départementale, [Georgia Lambertin](#), de la maire d'Avignon, Cécile Helle, mais aussi de la conseillère régionale [Bénédicte Martin](#), Bruno Bonnell a fait le tour des 350 exposants en machinisme agricole, en plants et semis, et des représentants des stations d'expérimentation, de l'INRAE, du Canal de Provence et de la CNR (Compagnie Nationale du Rhône).

D'emblée, André Bernard, qui a eu l'idée de ce salon, a mis l'accent sur « *Une année difficile pour les paysans avec le gel, la sécheresse, l'inflation, l'explosion du coût des engrais, des semences, de l'énergie parfois multiplié par 3, 5 ou 10. C'est pourquoi nous devons revenir à une production locale, aux circuits courts. Nous avons une charge énorme sur les épaules : nourrir tout le monde. Déjà nous nous sommes adaptés au changement de climat, préserver l'espace, être plus sobres en eau grâce au goutte à goutte, nous avons réduit le phytosanitaire, nous développons le photovoltaïque, nous pratiquons le binage* ».

La PDG de la Compagnie Nationale du Rhône, [Laurence Borie-Bancel](#) embraye : « *Le monde agricole est touché de plein fouet par les crûes, les tempêtes, la canicule mais il doit assurer notre souveraineté* ».

Ecrit par le 18 mai 2026

alimentaire. Déjà cet été, les températures proches de 40° ont impacté la production hydro-électrique du Rhône de 25%, une baisse qui a des conséquences sur l'irrigation et la navigation fluviale. La concession e la CNR a été reconduite jusqu'à 2041, ce qui prolonge notre mission d'intérêt général pour accompagner les agriculteurs vauclusiens ».

Cécile Helle se dit « Heureuse d'ouvrir ce salon puisque l'agriculture fait partie de l'histoire, de la culture, de l'identité d'Avignon. A notre niveau, nous luttons contre l'artificialisation des sols. A l'occasion de la révision de notre PLU (Plan local d'urbanisme) nous augmenterons la superficie des terres arables, depuis des années, nous proposons aux écoliers avignonnais des fruits et légumes produits ici, souvent bio. Chaque semaine, nous participons à la distribution de fruits et légumes aux familles les plus démunies et dans les épiceries sociales. Tout le monde doit pouvoir bien manger. Et puis, je n'oublie pas qu'Avignon a des centaines de chercheurs à l'INRAE de Montfavet, le Pôle d'Agro-sciences à Agroparc et le Pôle de Compétitivité Alimentaire « Innov'Alliance ». Mc Cormick France (Herbes et poivres Ducros et aides à la pâtisserie Vahiné) a aussi son siège pour la France à Avignon!«



Violaine Démaret, Bruno Bonell, Renaud Muselier, Dominique Santoni, Cécile Helle et Laurence Borie-Bancel écoutant André Bernard. ©Andrée Brunetti

C'est au tour de la présidente de l'exécutif Dominique Santoni de prendre la parole pour se féliciter de l'existence de 2 événements qui rythment la vie agricole de Vaucluse 'Terroir en fête' en juin à l'Arbousière, et 'Med'AGri' en octobre à Châteublanç. « Le département propose des interventions sur le thème de l'irrigation. Cet été nous avons pris conscience de la valeur eau, quand le puis est à sec comme le dit le dicton populaire, parfois il a fallu envoyer des camions-citernes pour approvisionner des villages. D'ailleurs j'organiserai des Etats Généraux de l'Eau avec la Région, l'Etat, les communautés de communes, les syndicats des eaux. Madame la Préfète et Monsieur le Président de la Région Sud m'ont déjà donné leur accord! L'accès à l'eau est absolument crucial pour la viabilité des exploitations, des

Ecrit par le 18 mai 2026

vignobles, pour l'attractivité de notre territoire, pour la beauté de nos paysages ».

Place ensuite à Renaud Muselier d'intervenir, d'abord pour saluer la nouvelle préfète de Vaucluse. « On se connaît tous les deux puisque vous étiez auparavant en poste dans les Alpes de Haute-Provence, vous connaissez à fond les dossiers agricoles, notamment la lavandiculture. Avec vous on va gagner du temps, d'ailleurs je vous annonce que la Première ministre Elisabeth Borne viendra à la Convention des Maires le 14 novembre. Med'Agri, c'est une rencontre avec un profession noble, les paysans, ils ont un travail exigeant, difficile mais enthousiasmant. Ils doivent faire face à une hausse exponentielle des prix, des charges énergétiques, un climat changeant. Ils représentent 25% de la superficie de Provence-Alpes-Côte d'Azur, 21 000 exploitations, un chiffre d'affaires de 3 milliards d'euros et ils totalisent 284 labels (pour les vins AOC de la Vallée du Rhône, de Cassis et Bandol, le Muscat de Beaumes de Venise, l'agneau de Sisteron, les foins de la Crau, les huiles essentielles de lavande en Haute-Provence, l'huile d'olive des Baux, la truffe du Tricastin...). Nous avons structuré les filières, nous avons augmenté le budget de l'irrigation de 20%, nous sommes allés réclamer des subventions à Bruxelles. Ici on produit et on consomme responsable. Le paysans doit pouvoir vivre dignement de son travail. Avec la réforme de la PAC (Politique agricole commune) ce sont 115M€ qui seront investis en 5 ans pour une véritable transition énergétique. Les Romains avaient inventé les aqueducs, les ingénieurs du XXème siècle les barrages et le Canal de Provence, Pagnol a écrit sur les oeillets des Soubeyran dans Manon des sources, à Dubaï, en plein désert, on arrive faire pousser des plantes grâce au goutte à goutte... Il n'y a pas de raison que nous ne soyons pas innovants mais un plan de 800M€ sera nécessaire. » Le président de la Région Sud conclut : « Grâce au Canal de Provence, nous irriguons 47 000 hectares mais un petit coup de pouce serait le bienvenu » à l'attention de Bruno Bonnell venu annoncer que sur les 54 milliards d'euros du plan « France 2030 », 3 seraient consacrés à la revitalisation de l'agriculture.

Le secrétaire général pour l'investissement le rassurera « 3 milliards seront bel et bien fléchés pour l'agro-alimentaire, les métiers d'avenir de l'agriculture. Je fais le tour de France pour inciter chacun à lancer des projets, nous en manquons, osez en déposer. Nous ne voulons pas construire une Muraille de Chine de papier, nous voulons être pragmatiques, concrets, donc simplifier les démarches, l'accès aux dossiers. Il faut faire comme au loto où tous les gagnants ont forcément tenté leur chance ».

Quant à Violaine Démaret, arrivée en Vaucluse le 23 août, elle participait pour la 1ère fois à l'inauguration de Med'Agri. « Je suis heureuse d'être restée en Provence » dit la préfète, « Je vais être brève, 3 mots suffisent à traduire mon état d'esprit : soyez fiers de votre agriculture et de ce que vous faites, ayez confiance en vous, innovez et notre avenir sera assuré ».

Ecrit par le 18 mai 2026



Bénédicte Martin avec la médaille de l'ordre national du Mérite Agricole remis par Renaud Muselier.
©Andrée Brunetti

Ecrit par le 18 mai 2026

Parallèlement à cette inauguration a eu lieu une cérémonie de remise de l'Ordre National du Mérite Agricole à la conseillère régionale Bénédicte Martin qui se bat depuis des décennies, bec et ongles, pour les paysans. Renaud Muselier dira d'elle : *« Vous êtes une femme droite, honnête, généreuse, pétillante, attentive, toujours au service des autres. Petite-fille, fille, soeur d'agriculteurs, vous vous dévouez depuis toujours à ce territoire, à ce terroir. Vraie vauclusienne, vous vous êtes engagée aux côtés de Jacques Chirac, votre mentor, en collant des affiches à 16 ans. Après être passée par Sciences-Po, vous vous êtes lancée en politique. Elue à Malaucène, puis conseillère régionale Provence Alpes Côte d'Azur, vous êtes en charge de l'agriculture, la viticulture, la ruralité et le terroir, vous vous êtes démenée pour la création du Parc Naturel Régional du Ventoux. Vous aimez et respectez les agriculteurs, vous êtes discrète, exemplaire, jamais vous ne renoncez malgré l'adversité ».*

Emue, (et elle n'était pas la seule), entourée de sa maman, de son frère et de ses amis, dont Georgia Lambertin, la présidente de la Chambre d'Agriculture de Vaucluse et André Bernard pour la Chambre Régionale, Bénédicte Martin prend la parole. *« Je suis partagée entre plaisir et pudeur. J'ai un amour infini pour ma terre, mon Vaucluse, ma région où vivent des gens sincères, intelligents qui savent s'adapter. Quand j'étais petite, je passais l'été dans les champs quand les autres partaient en vacances. Le monde rural c'est mon ADN, le travail ma religion. J'ai envie de vous dire ce que j'ai écrit le 26 mars 2020 quand le gel a frappé notre exploitation : « J'ai mal pour ceux qui doivent courber l'échine, la peur au ventre, qui scrutent le ciel et en l'espace d'une nuit voient réduit à néant le travail de toute une année. J'ai lu cette angoisse dans les yeux de mes parents, mais, chaque fois, ils ont su se relever, ils posaient des bougies dans les vergers pour limiter le gel avec l'énergie du désespoir. Nourrir les autres, c'est toute leur vie ».*

www.med-agri.com

Fusion Vallis habitat/Grand Delta habitat : « C'est avant tout une décision politique »

Ecrit par le 18 mai 2026



Alors que c'est demain que l'assemblée départementale se réunira en séance plénière pour délibérer sur [la fusion de Vallis habitat et Grand Delta habitat](#), le sénateur socialiste de Vaucluse [Lucien Stanzione](#) rappelle qu'il reste indéfectiblement attaché à ce que le bailleur social du département reste un outil de la collectivité publique. Pour lui, ce rapprochement est davantage une volonté politique qu'une décision financière.

Lucien Stanzione, que pensez-vous du projet de fusion des bailleurs sociaux vauclusiens [Vallis habitat](#) et [Grand Delta habitat](#) dont la validation doit être votée ce vendredi 7 octobre en séance plénière du Conseil départemental de Vaucluse ?

« Concernant la question du logement social, je connais un peu le sujet puisqu'il y a 10 ans j'ai été directeur de Mistral habitat avant que ce bailleur ne change de nom pour devenir Vallis habitat en septembre 2020. J'ai donc connu cette maison pendant plusieurs années et aujourd'hui, ce que je vois va au-delà de ce qui est entendable et faisable. »

Comment cela ?

« Mistral habitat s'est transformé en Vallis habitat après la fusion de Grand Avignon résidences (ndlr : l'ancien OPHLM de la ville d'Avignon puis de l'agglomération) en raison de la loi Alur 1, la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové promulguée en mars 2014, qui imposait un parc minimum de 15 000 logements. Vallis habitat est donc un office public d'habitat social. C'est un service public au service des vauclusiens, mis en œuvre par le département de Vaucluse. Il y en a 200 en France et chaque département en est doté. Mais aujourd'hui il y a une décision prise par le conseil départemental, par la présidente Dominique Santoni qui dit : on procède à la dissolution de Vallis habitat et son absorption par

Ecrit par le 18 mai 2026

Grand Delta habitat (GDH). Mais pourquoi ? J'ai posé la question : 'pourquoi dissoudre un outil au service du département'. Pas de réponse. »

« L'office Vallis habitat n'est pas en danger sur les questions financières. »

Le Département évoque notamment la fragilité financière de Vallis habitat, particulièrement plombé par le mauvais état de son parc de logements ?

« Le relevé individuel de situation fait par la fédération des HLM, qui évalue la santé financière de chaque office public, fait apparaître lors des 3 dernières expertises, que Vallis habitat est plutôt en bonne santé. Ce n'est pas florissant mais la structure est en bonne santé et économiquement viable. De surcroît, le personnel qui est aujourd'hui désarçonné par ce projet de fusion absorption a fait lui aussi réaliser, dans le cadre de son CSE (Comité social et économique), une expertise par un cabinet indépendant qui arrive à la même conclusion : l'office Vallis habitat n'est pas en danger sur les questions financières. »

« Par ailleurs, [l'Ancols](#) (Agence nationale de contrôle du logement social) a procédé à un contrôle de Vallis. Dans ce cadre, elle vient de rendre son rapport à la présidente Dominique Santoni à qui j'ai demandé de le rendre public. Si vraiment ces conclusions démontrent que cette structure n'est pas viable dans le temps parce que trop de charge, qu'il y a mauvais compte d'exploitation, et que donc il y a une catastrophe à venir. Et bien qu'elle le publie comme cela on aura la certitude de procéder à cette opération avec GDH. »

« Mais face à cela, je suis pour le service public quand on le fait bien fonctionner. Je le suis d'autant plus lorsqu'il s'agit de logement social, surtout lorsque cet outil est vauclusien. Il serait dommage de le sacrifier. Après on se bagarre tous sur des chiffres, mais le vrai souci c'est que c'est une volonté politique. »

La 'fragilité' de Vallis habitat n'est-elle pas liée au fait que, à l'époque, on a associé deux structures (Mistral habitat et Grand Avignon résidences) qui avaient déjà du mal à assurer leur rôle d'outil d'aménagement. Que ce soit dans la production de logements ou dans la capacité de maintenir en état ou de réhabiliter le parc existant ?

« C'est exact, mais la majorité départementale actuelle a eu 7 années pour remédier à cette situation. Mais maintenant, on essaye de me faire porter la responsabilité parce que j'étais là il y a 10 ans. »

« Il fallait peut-être prendre les bonnes personnes au poste de direction et d'encadrement. »

Ne paye-t-on pas également aujourd'hui 30 ans de difficultés et de clientélisme, à droite comme à gauche, qui ont amenuisé les marges de manœuvre de Vallis habitat ?

Ecrit par le 18 mai 2026

« C'était aussi une responsabilité politique que de prendre les bonnes décisions. Il fallait peut-être prendre les bonnes personnes au poste de direction et d'encadrement. Depuis 7 ans, ce n'est quand même pas moi qui ai procédé aux recrutements. Quand on a la responsabilité d'une telle structure, on recrute des cadres du milieu. Il y a de bons salariés, quand il y a de bons cadres. »

« Mais pour avoir un bon niveau de direction, il faut aussi s'en donner les moyens. Je le répète, c'est que l'on n'a pas la volonté politique et que l'on ne prend pas les décisions pour recruter une équipe digne de ce nom. Parce que les personnels présents ne sont pas plus 'mauvais' que les autres dès lors qu'on les anime comme il faut et qu'on leur fixe des objectifs clairs. Ça fonctionne ailleurs, pourquoi cela ne marcherait pas dans le Vaucluse. »

Mais n'est-il pas trop tard, notamment en raison des investissements majeurs à réaliser par Vallis habitat pour jouer pleinement son rôle ?

« C'est vrai que d'un côté on constate qu'il y a une structure qui a du retard et qui construit trop lentement. Mais en face, on a quoi ? On a GDH dont le président Michel Gontard est un grand professionnel du logement social. Il est entreprenant, il est innovant, il construit beaucoup et plutôt de bonne qualité. Très bien. Mais GDH est aussi particulièrement endetté. Le capital apporté par Vallis ne va-t-il pas servir à remonter la structure financière de GDH. Je pose la question, mais personne ne me répond. N'empêche que c'est une réalité. »

« J'ai su par la fédération nationale des offices HLM que le capital de Vallis a été estimé à 800M€ environ. La présidente répond que ce n'est que 204M€ car effectivement elle enlève tout ce qui est comptabilisé en dette aux banques. En-tout-cas, le capital il est là et on va venir capitaliser GDH sans que le département n'en récupère un centime. Là on fait un cadeau à la recapitalisation. »

« Et au final, est-ce qu'on ne va pas faire comme il y a quelques années avec le rapprochement de Grand Avignon résidences. Est-ce que l'on ne va pas prendre le risque de plomber les deux ? Je continue à dire que Vallis habitat peut augmenter sa performance si on s'en donne les moyens. »

Vous vous inquiétez également pour le montant des loyers ?

« Bien sûr il y a un plafonnement du prix au m² qui s'applique à tous les opérateurs du logement social et donc à Vallis habitat et GDH. Mais effectivement, la crainte des locataires c'est de voir désormais les loyers augmenter. On nous dit que c'est encadré tous les ans par l'indice à la construction mais ceci étant il peut y avoir aussi des dérogations au dépassement de cet indice. L'autre revers de la médaille, c'est que le patrimoine de Vallis est beaucoup plus ancien mais en même temps ce sont des loyers beaucoup plus bas car ce sont des logements anciens qui sont déjà amortis. »

Vous rejetez donc l'urgence des arguments financiers ?

« La présidente en parle depuis mai et le vote intervient le 7 octobre. Moins de 6 mois sur un dossier aussi important, bien sûr que c'est trop rapide pour prendre une décision quasiment unique en France de privatisation déguisée d'un office (ndlr : ce sera la 2^e privatisation d'un office HLM après celle réalisée dans le Jura). Car qu'on le veuille ou non, même si c'est une coopérative, GDH est un service privé du logement social, ce n'est plus un service public. »

Ecrit par le 18 mai 2026

« Tant que Michel Gontard sera là cela va aller, mais après que va-t-il se passer ? »

L'AMF (Association des maires de France) soulignait récemment la dégradation de la situation financière du logement sous la double pression des obligations de rénovations thermiques massives et de constructions nouvelles, qui impacte fortement la dette des bailleurs sociaux. Est-ce que ce rapprochement n'est pas un moindre mal car si ce n'est pas GDH, dont le siège est à Avignon et l'implantation fortement marquée en Vaucluse, cela risque d'être d'autres acteurs nationaux beaucoup plus éloignés du territoire. N'y a-t-il pas un risque à perdre la main ?

« L'argent plus cher concerne tout le monde, mais surtout celui qui est le plus endetté. Et à ce jour Vallis habitat est nettement moins endetté que GDH. Mais effectivement ces incertitudes posent la question de savoir ce que vont devenir Vallis habitat et GDH. Vallis habitat a l'avantage d'être un service public dès lors que l'autorité politique veut le conserver, alors que GDH, qui est dans le secteur l'habitat privé, est très probablement dans la ligne de mire du 1% Logement (ndlr : [Action logement](#)). Tant que Michel Gontard sera là cela va aller, mais après que va-t-il se passer ? (ndlr : le président de GDH devrait être en poste pendant 4 ans encore). »

« Et même si madame Santoni dit qu'après la fusion le département aura une minorité de blocage avec 36% des voix au sein du conseil d'administration, croit-on vraiment que cela pèsera bien lourd face au 1% Logement qui arrivera avec des milliards sur la table. Le Département sera alors incapable de suivre financièrement. Pour moi, il y a plus de risques pour la coopérative que pour le service public de perdre la main. Tant que la collectivité dit 'je garde mon office', 'je le fais fonctionner', 'je mets l'argent qu'il faut éventuellement pour le recapitaliser'. Aujourd'hui personne ne peut acheter Vallis, et cela quelles que soient les sommes proposées si la volonté politique est de dire 'on ne vend pas'. »

Il y a quand même un paradoxe à ce que ce soit l'outil public indépendant qui ne tienne pas son rôle d'aménageur en termes de volume de production alors que la coopérative connaît un fort développement et apparaît comme le bon élève du logement social dans le département ? Pour s'en convaincre il suffisait de voir la réaction des maires lors de la dernière assemblée générale de l'Association des maires de Vaucluse qui fustigeaient l'absence de résultats de Vallis et soulignaient la facilité de travailler avec GDH. Lors de l'annonce de la fusion on pouvait également remarquer la présence des maires vauclusiens directement concernés par les projets Anru qui sont vitaux pour le logement social en Vaucluse.

« Le chantier Anru qui débute à Orange dans la cité de l'Aygues à Orange prouve bien que Vallis est capable de mener des projets de ce type-là. Il y a aussi des opérations sur la rocade à Avignon. On en revient toujours à la même problématique. Si on a une bonne équipe, le programme on le démarre et on le mène à bien ensuite. Il n'est jamais trop tard pour bien faire et si l'on n'a pas été bon avant il faut le reconnaître. »

« Par ailleurs, il faut se rendre compte que les maires ne siégeront plus de droit dans le conseil d'administration de GDH, comme c'est le cas à Vallis. Alors bien sûr il peut y avoir des conseillers départementaux également maire, mais les maires en tant que tels, en tant qu'institution communale, il n'y en aura plus alors que leur place est primordiale dans ces structures où se décident les programmes

Ecrit par le 18 mai 2026

de construction. Alors oui, certains maires disent 'c'est une bonne opération' mais d'autres disent qu'ils ne sauront plus ce qui se passe chez eux. Mais aujourd'hui il y a une direction politique au Département, avec une présidente qui me fait peur quand elle dit je suis une femme de droite assumée. Donc cela veut dire qu'elle applique la politique à laquelle elle croit et puis c'est tout. Avec les convictions que j'ai, si j'étais président, je ferais autre chose. »

La solution idéale serait donc de rester sur un statu quo ?

« Il faut procéder à une vraie professionnalisation de l'équipe d'encadrement comme déjà évoqué. Il faut aussi relancer le processus de construction en recapitalisant si nécessaire pour se donner les moyens. Il faut également fixer des objectifs clairs avec une présidence à la hauteur avec quelqu'un qui tienne la route. Pourquoi pas la présidente Santoni : elle a la volonté et la détermination. Moi je dis à la présidente : 'il faut y aller' C'est une femme de conviction, de caractère, qui est à la tête d'une structure qui en vaut la peine et sa responsabilité n'est pas d'abandonner le service public. Au contraire c'est de le faire vivre. Sinon on peut privatiser le RSA, l'entretien des routes ou les collèges. Si c'est ça faire de la politique, il faut faire autre chose, il faut être chef d'entreprise. Etre président du département c'est avant tout, comme toutes les collectivités, assumer des responsabilités et parfois même des 'emmerdements'. Sinon on fait autre chose car il ne faut pas abandonner le service public du logement. »

Propos recueillis par Laurent Garcia

Dominique Santoni reçoit la médaille d'honneur des Sapeurs-pompiers de France

Ecrit par le 18 mai 2026



La présidente du Conseil départemental de Vaucluse, Dominique Santoni, vient de recevoir la médaille de membre d'honneur de la Fédération Nationale des Sapeurs-Pompiers de France pour son engagement et pour l'envoi de pompiers vauclusiens à la frontière entre la Pologne et l'Ukraine.

Cette intervention humanitaire, menée par Dominique Santoni et Thierry Lagneau, président du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de Vaucluse, et dont la Fédération Nationale des Sapeurs-Pompiers de France est à l'origine, a permis d'apporter un soutien aux pompiers ukrainiens en leur donnant accès à une ambulance, du matériel pompier et une assistance humaine.

Cette médaille, qui a été remise à la présidente du Conseil départemental de Vaucluse par Michel Santamaria, président de l'Union départementale des Sapeurs-pompiers de Vaucluse, récompense toute personne non adhérente qui fait preuve d'activité ou de bienveillance en faveur des sapeurs-pompiers et de leurs œuvres sociales. Lors de cet événement, Dominique Santoni a également rendu hommage aux sapeurs-pompiers vauclusiens engagés dans la lutte contre les feux de forêt, que ce soit dans le massif de la Montagnette, ou en Gironde. « Le dévouement et le courage des sapeurs-pompiers qui combattent ces terribles incendies forcent l'admiration, a-t-elle déclaré. Par respect pour eux, j'invite vivement chacun d'entre nous à redoubler de prudence en cette période de grande sécheresse. »

Ecrit par le 18 mai 2026

V.A.